



# ***Lunel Fait Front***

**CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MARS 2018**

## **VŒU DES ELUS DU GROUPE LUNEL FAIT FRONT**

**Vœu déposé 48 heures avant le Conseil municipal par Julia Plane, Conseillère municipale de Lunel, au nom du groupe « Lunel Fait Front » (article 8 du Règlement intérieur) :**

### **« Protégeons Lunel du terrorisme islamiste »**

Les derniers attentats islamistes perpétrés dans notre région, à Trèbes (11), nous rappellent que l'islam radical s'enracine durablement au cœur de notre territoire. Avec 78 cas, l'Hérault est le troisième département (juste après le Gard – 79 cas) comptant le plus de signalements de radicalisés en Occitanie, avec 266 individus, selon un rapport sénatorial publié en 2017.

Connue pour son muscat, sa gardianne et son Pescalune, notre cité est devenue tristement célèbre pour être une base arrière du djihadisme du sud de la France. En effet, une vingtaine de personnes au moins ont rejoint en 2014-2015 la zone irako-syrienne pour combattre sous la bannière de l'Etat islamique et commettre de terribles atrocités (assassinats, tortures, décapitations, lapidations, ...).

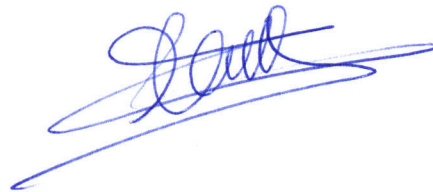
Petit à petit, les islamistes ont pris en main les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville où se multipliaient les trafics de drogue. La mosquée, longtemps hors de contrôle, faisait office de formation intellectuelle des djihadistes, contribuant à faire de Lunel le foyer islamiste le plus radical de France à la fin des années 1990 (selon des notes des Renseignements généraux). Rappelons, comme le mentionne Alexandre Mendel dans son livre « La France djihadiste », que la madrasa de Lunel est l'une des plus importantes du sud de la France. Notre commune est alors passée de plaque tournante de la drogue à plaque tournante du djihadisme. Le communautarisme mine Lunel (baisse de la démographie, frein à l'attractivité économique, campagnes de communication coûteuses, ...). Ce communautarisme favorise le développement de l'islamisme qui, à son stade ultime, forme des soldats du djihad agissant au Levant et sur notre sol.

Depuis 2012, plus de 250 personnes ont été tuées dans des attentats islamistes, faisant de notre Nation la plus ciblée parmi les pays occidentaux. Les djihadistes revenant de Syrie constituent un véritable danger. Combattants aguerris, ces criminels de guerre agissent en cellules grâce à la réputation et l'expérience acquises, planifient des attaques de masse mêlant explosifs et armes de guerre. Ces « revenants » ont tué 166 personnes en Europe entre 2013 et 2016. Parmi eux, les combattants francophones sont les plus représentés selon le Centre d'analyse du terrorisme.

Le danger est donc réel pour Lunel et notre région compte-tenu des importants effectifs radicalisés ou susceptibles de revenir en France.

**C'est pourquoi, les élus de Lunel réunis ce jour en Conseil municipal demandent :**

- A Monsieur le Préfet de l'Hérault de communiquer à Monsieur le Maire de Lunel le nombre, les identités et les adresses des fichés S pour radicalisation islamiste résidant à Lunel ;
- Au Gouvernement d'expulser systématiquement les fichés S pour radicalisation islamiste ayant la double-nationalité et d'appliquer l'article 411-4 du code pénal à l'encontre des mononationaux, punissant de trente ans de réclusion criminelle le fait d'entretenir une intelligence avec une organisation étrangère en vue de susciter des hostilités ou des actes d'agression contre la France ;
- Au Gouvernement de bannir à vie du pays, les djihadistes et leurs épouses, partis combattre au Levant et souhaitant revenir en France.



**Julia PLANE**  
**Conseillère municipale de Lunel**  
**Conseillère régionale d'Occitanie**